

VEILLE

hebdomadaire

Observatoire Arc de crise
marché n° 2016 1050 015 976

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Veille des réseaux sociaux / 14 janvier – 20 janvier 2017

Maroc : élection du président de la Chambre basse malgré l'absence de gouvernement

Les élections législatives marocaines du 7 octobre 2016 ont vu le Parti de la Justice et du Développement (PJD, islamiste modéré) arriver en tête avec 31,65 % des voix. Chargé par le roi de former un gouvernement, le secrétaire général du PJD, Abdelillah Benkirane, peine à rassembler une coalition. Cette crise politique s'est accentuée la semaine du 16 janvier dans la mesure où le parlement marocain doit ratifier le 20 janvier l'acte constitutif de l'Union africaine en vue de réintégrer cette organisation lors du sommet d'Addis Abeba à la fin du mois.

Aucune majorité ne s'étant dégagée en début de semaine, la Chambre basse n'avait pu élire son président ou mettre en place les commissions parlementaires. Devant l'insistance du Palais, une dérogation fût attribuée à la commission des Affaires étrangères en vue de sa formation et l'élection du président de la Chambre basse a été organisée le 16 janvier. L'unique candidat à s'être présenté, le socialiste Habib Malki, a été élu en dépit du vote blanc du PJD et des critiques de l'Istiqlal, parti historique issu de l'indépendance.

Cette situation inédite d'un président d'Assemblée élu sans coalition et sans gouvernement a été vivement commentée par les internautes. Tandis que certains ironisent sur l'absurdité de la

situation, d'autres y voient la main du Palais capable de diriger les parlementaires au détriment des règles du jeu démocratique.

Crise politique

L'absence de gouvernement fait dire à de nombreux internautes que le Maroc traverse une grave crise politique :

« 100 jours sans gouvernement... Le Maroc est en train de vivre sa pire crise politique depuis les manifestations de 2011 » (@cqq_11, 342 abonnés).

Les internautes expriment notamment le manque de confiance entre les acteurs politiques, chacun se présentant comme issu de la volonté populaire :

« Le Makhzen pense que le PJD va le trahir, le peuple pense que la politique l'a trahi, le capital ne fait confiance à personne, c'est ça le blocage » (@donilapute, 18 900 abonnés, 4 likes).

« Benkirane a commencé les consultations pour la formation d'un gouvernement en tant qu'acteur de la volonté populaire pour négocier la représentation nationale. On aurait dit que l'État se disputait la volonté populaire » (@NacierAbdessamad, journaliste marocain à Al-Jazeera, 52 900 abonnés, 55 retweets, 164 likes).

La crise politique liée aux institutions est renforcée par le manque d'intérêt porté à la chose politique par les internautes, notamment eu égard au début de la Coupe d'Afrique des nations qui est bien plus commentée :

« Aujourd'hui n'est pas un jour de politique mais un

jour de sport. Soutenons l'équipe nationale pour qu'elle ait de bons résultats, demain nous nous occuperons de la politique » (Zalaghe Zalaghe, commentaire d'une vidéo YouTube posté le 16 janvier).

Au manque d'intérêt des internautes s'ajoute un manque de compréhension. Ainsi, un commentateur estime que la crise actuelle est un appel à la révolution contre un manque d'engagement religieux de la part des dirigeants du pays :

« Les Marocains ont interdit le niqab et la beauté. Mais depuis hier ils tweetent pour demander une révolution contre le gouvernement marocain en raison de leur haine de la religion » (@DiorBionic, 647 abonnés, 5 retweets, 4 likes).

Rejet des partis de gouvernement

La crise politique est une occasion pour les internautes d'exprimer leur rejet des partis traditionnels de gouvernement. Le parti historique, l'Istiqlal, a été vivement critiqué pour avoir boudé les élections du président de la Chambre des représentants :

« L'Istiqlal est en pleine panade politique... Boycotter le vote du président du Parlement qui doit approuver le projet de retour du Maroc à l'UA est un enfantillage qui met les intérêts étroits du parti au dessus des intérêts du pays » (boumehti, commentaire d'un article sur le360.ma posté le 17 janvier).

« Adieu les parasites [à propos du parti de l'Istiqlal] » (Lahsenobe, commentaire d'un article sur le360.ma posté le 16 janvier).

Des internautes critiquent également l'élection de Malki au poste de président de la Chambre basse, alors même que son parti, l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires), n'a recueilli que 5,06 % des voix :

« Les Marocains ont jeté l'union socialiste à la poubelle et les partis de gouvernement reviennent avec [l'union socialiste] contre la volonté populaire » (lahcen ouldlalla, commentaire d'une vidéo YouTube posté le 17 janvier, 1 like).

Enfin, l'interdiction du port et de la vente de la burqa actée au Maroc en début d'année et le manque de repères islamiques dans la vie politique du pays sont condamnés par des internautes :

« Le nouveau gouvernement des frères au Maroc dirigé par le frériste Benkirane a commencé par l'interdiction de la vente et du port du niqab #l'islam_est_la_solution » (@ebrahimslama201, Égyptien, 400 abonnés).

« Il n'y a rien dans le gouvernement marocain qui relève de la civilisation ou de la pensée musulmane » (@lkvr371Xg0sVGxK, algérien, 1355 abonnés, 3 retweets).

Une opinion divisée sur Benkirane

En dépit du fait que les partis traditionnels de gouvernement soient majoritairement condamnés, le PJD et son secrétaire général, Benkirane, divisent les internautes. Le parti arrivé en tête jouit toujours d'une forte popularité, notamment auprès des classes populaires. Aussi la volonté de certains partis de ne pas s'allier au PJD est-elle vue comme une injustice faite au Premier Ministre :

« #noussoimmestous_Benkirane Nous ne nous satisfaisons pas de l'injustice contre le Premier Ministre, qui devrait être respecté par les ministères. Nous sommes devant une injustice contre notre Constitution » (@94Fleurbleue, 22 abonnés, 2 retweets, 5 likes).

Le slogan #noussoimmestous_Benkirane, très populaire, permet aux internautes d'exprimer leur soutien au Premier Ministre :

« Vive la démocratie, à bas les marionnettes #noussoimmestous_Benkirane » (@One34Red, 1 retweet, 1 like).

« #noussoimmestous_Benkirane Un homme respectable, un homme qui a été exilé et qui mérite toute notre reconnaissance et notre respect » (@TajMaroc, marocaine, 3807 abonnés, 5 retweets, 22 likes).

Enfin, des internautes relativisent la crise actuelle au regard du chemin accompli depuis

l'avènement de Mohamed VI et de ce qu'il reste à faire :

« Dans le monde arabe, le Maroc a commencé son chemin de réparation politique dans la plus grande complexité. Et il y a encore des chemins très difficiles #nousommestous_Benkirane » (@adham922, 98 600 abonnés, 11 retweets, 25 likes).

Ces commentaires favorables à Benkirane sont cependant à nuancer par rapport aux reproches qui sont faits à ce dernier. Des internautes rappellent notamment son mauvais bilan économique :

« Le gouvernement du Maroc ? Qu'a présenté Benkirane au Maroc ? A-t-il diminué le chômage ? Les montagnes de déchets ont-elles disparu ? A-t-il donné aux personnes âgées leurs droits ? Peut-on faire confiance aux médecins ? » (@ortak83, 515 abonnés, 1 like).

En outre, des internautes lui reprochent de ne représenter qu'une petite minorité de ses concitoyens :

« Benkirane s'exprime au nom de 32 millions de Marocains, mais il ne représente qu'un million et demi de voix. Le pauvre s'appauvrit et le riche s'enrichit » (@IhssaneElhafidi, journaliste, 139 abonnés, 2 retweets, 10 likes).

Bien que l'élection de Malki n'ait pas permis de dégager une majorité capable de s'entendre pour mettre en place un gouvernement et que cet événement ne laisse rien présager de l'avenir politique du pays, des internautes estiment qu'elle constitue la preuve de l'affaiblissement politique de Benkirane :

« Malki est en charge de la formation du gouvernement marocain. Cela signifie l'échec des islamistes dans un nouveau lieu au Maghreb arabe. Cela accompagne le reflux des islamistes au Levant » (@kz60HMAwjUKk9kr, 36 abonnés).

« Benkirane est politiquement mort » (@ABELCHIBI, journaliste, 103 abonnés).

Le système démocratique qui oblige depuis 2012 le roi à nommer le chef du gouvernement parmi le parti arrivé en tête aux élections est également condamné :

« C'est un mauvais feuilleton démocratique sorti il y a 5 ans » (Omri Hussein, commentaire d'un article sur alyaoum24.com posté le 17 janvier).

Enfin, des internautes ironisent et imputent la défaite de l'équipe de foot du Maroc au Premier ministre :

« Nous avons perdu parce que nous n'avons pas de gouvernement, ce qui est la faute de Benkirane » (the_mustached, 371 abonnés).

L'élection de Malki altère l'image du processus démocratique

L'élection de Habib Malki, loin de désamorcer la crise politique, l'accroît. Faite dans l'urgence, sans majorité de gouvernement et alors que son parti a fait un mauvais score, elle est l'objet de critiques :

« Habib Malki est comme cet étudiant qui ne vient pas passer les concours mais qui se retrouve à les réussir » (@Asmaeben7, 598 abonnés, 1 retweet, 6 likes).

« On a abîmé la compétition, l'entraîneur, l'équipe, le public mais on a gagné Habib Malki » (@E_picule, 6086 abonnés, 1 retweet, 10 likes).

L'élection de Malki, sans que les partis marocains ne se soient mis d'accord pour présenter d'autres candidats, fait douter certains internautes de la légitimité du processus :

« En ce moment, Habib Malki se présente seul sans concurrent. Où êtes-vous, partisans de la légitimité, de la majorité et de l'universalité ? Qu'un leader se présente et renverse la table » (@hicham_etarchi, 110 abonnés).

Des commentateurs vont plus loin, accusant Malki de ne s'être présenté que pour renforcer son propre pouvoir :

« La devise du pauvre Marocain : Dieu, la Patrie, le Roi. La devise de Malki : Un Poste, l'Argent, le Roi » (@AarineDergham, 45 abonnés).

Malki est accusé d'être à l'origine de l'absence de gouvernement, ce qui fait dire à un internaute que cela était un plan élaboré de longue date

pour s'emparer de la présidence de la Chambre basse :

« On a assisté hier à la présentation des plans secrets du 8 octobre [les élections étaient organisées le 7 octobre]. Mais ce qui est étrange dans tout ça c'est qu'il [Habib Malki] fait participer ses victimes à cette opération et qu'il s'assure que les victimes jouent leur rôle » (Mustafa, commentaire d'un article sur alyaoum24.com posté le 17 janvier).

Des critiques plus virulentes encore se font jour, notamment à l'encontre du système démocratique, estimant que les fonctions politiques devraient être attribuées en fonction des compétences et non en fonction du nombre de voix recueillies :

« Il faut que les mentalités changent. Il faut que les fonctions soient liées à l'efficacité et non au Parti de la justice ou à d'autres partis meilleurs que Habib Malki. Il ne faut pas que l'efficacité dépende du nombre de voix obtenues » (Fayrouz Katy, commentaire d'une vidéo YouTube posté le 16 janvier).

L'élection de Malki suscite la controverse, en témoigne le commentaire suivant qui répond au commentaire précédent :

« N'aboie pas, chien, c'est [Habib Malki] un professeur universitaire. Misérable est la forme, pauvre est le fond [de ta pensée] » (Radouane le marocain, commentaire d'une vidéo YouTube posté le 17 janvier).

L'élection controversée de Habib Malki est l'occasion pour les internautes d'ironiser sur la situation politique du pays :

« Au Maroc, tout est factice : le gouvernement, les institutions et les partis. Aujourd'hui on a vu que même les élections nationales sont factices » (@Fayrouz_yousfi, 2997, 1 like).

L'absence de gouvernement est associée à la situation générale du pays, où de nombreux manquements se font toujours sentir :

« Nous, au Maroc, on n'a ni gouvernement, ni parlement, ni élus. Mais bon, on a... Je ne sais pas ce qu'on a » (@zerroudmohamed, 2 abonnés).

« #Maroc_Congo Pas d'élu, pas d'équipe, pas de filles, pas de santé, pas de gouvernement, pas d'écoles, pas de compassion, pas de solidarité » (@chahraz18110627, 1271 abonnés, 1 like).

Un internaute va jusqu'à proposer de mettre en place un gouvernement par rotation, utilisant l'humour pour tourner en ridicule la situation du pays :

« [La mise en place d'un] gouvernement avec tous les partis politiques à l'exception du PAM [Parti authenticité et modernité, proche du Palais] sans recommencer les élections à chaque fois ou nous perdrons l'argent de la présidence. Je propose une rotation haha cette blague » (Mhamed Jaafari, commentaire d'une vidéo YouTube posté le 16 janvier).

Ces commentaires expriment l'exaspération d'une partie de la population face à une classe politique qui serait déraisonnable. Le prochain cite notamment Aziz Akhannouch, ancien ministre membre du RNI (Rassemblement national des indépendants, parti libéral) accusé par Benkirane d'être à l'origine du blocage institutionnel pour avoir refusé d'intégrer le gouvernement sans la mise en place d'une coalition élargie :

« Faites-nous plaisir et revenez à la raison parce que nous en avons marre. Vous ne faites que nous énerver. Il n'y a pas de gouvernement, Akhannouch fait ce qu'il veut dans le pays et Habib Malki se retrouve président du parlement » (@4530Taw, 2038 abonnés, 3 retweets, 5 likes).

Un État profond qui rappelle son ascendant sur les politiques

La crise politique que traverse le Maroc est toutefois à nuancer dans la mesure où cela ne perturbe pas la stabilité du pays puisque l'État profond, celui du Makhzen, subsiste. Ainsi des internautes estiment que le Maroc fonctionne sans gouvernement, voire même que le pays s'en porte mieux :

« Vous avez dit gouvernement ? Pour quoi faire puisque le Maroc tourne normalement sans gouvernement » (@ettahrihassan, 6 abonnés). Ce

tweet a été repris et partagé de nombreuses fois.

« *Le Maroc est tranquille sans gouvernement* » (@ToToPoStOoOo, 6500 abonnés, 1 retweet, 2 likes).

Pour de nombreux internautes, l'élection de Habib Malki est à cet égard particulièrement révélatrice du poids qu'aurait le Palais sur les politiques. Afin de respecter les engagements internationaux du Maroc, le roi aurait fait pression sur le Premier ministre pour mettre en branle les instances parlementaires au détriment du jeu démocratique. Cela signifierait la soumission des politiques au Palais sur les dossiers importants :

« - *Allo, Benkirane? - Oui sidi?* [marque de déférence lorsqu'on s'adresse au souverain] - *On a besoin de toi - Oui mais on négocie pour la formation du gouvernement - Rien à foutre de ton gouvernement, vote ça et tais-toi* » (@Hyperconnard, 122 000 abonnés, 1 retweet).

L'État profond continuerait de diriger le pays en dépit du fait qu'il n'y ait pas de gouvernement, notamment par le biais du très puissant ministère de l'Intérieur :

« *Le ministère de l'Intérieur au Maroc forme un autre gouvernement... Hahah. C'est ce qui fonctionne au Maroc et malheureusement c'est ce qu'il faut pour une catégorie de la population marocaine* » (@Ahlemik, 492 abonnés).

Des internautes considèrent que le jeu politique est factice et que le pouvoir véritable est aux mains du roi :

« *Benkirane dos au mur! Non. Il demande juste à voir le marionnettiste puisque discuter avec les marionnettes ne sert à rien* » (@AarineDergham, 47 abonnés, 5 retweets, 12 likes).

Enfin, des commentateurs estiment que l'incapacité de Benkirane à former un gouvernement et l'élection d'un socialiste au poste de président de la Chambre des représentants fait partie d'une stratégie royale de long terme visant à isoler le parti islamiste :

« *Le roi du Maroc s'est comporté intelligemment au début du printemps arabe, il a donné volontairement des ministères aux Frères musulmans marocains,*

jusqu'à ce que ces derniers se brulent eux-mêmes » (@ahmed_saeed2018, 2 retweets, 250 likes).

« *Le Makhzen a « morsisé » Benkirane, à l'égyptienne : l'isoler, le moquer, le dénigrer, utiliser les médias, puis faire un coup d'État* » (@donilapute, 18 900 abonnés).

L'altération du jeu démocratique par le Palais ne semble cependant pas inquiéter les internautes. Les Marocains étant très peu politisés, une grande partie s'en remet finalement au monarque eu égard la déliquescence de la classe politique.